

Après délibération,

Arrête :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région flamande.

Art. 2. L'article 4, 2^e, de l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1980, est complété par un dixième alinéa, rédigé comme suit :

« La preuve de la réussite de l'examen de chasse complet, conformément à la législation aux Pays-Bas ou au Grand-Duché de Luxembourg, est équivalente au certificat susmentionné ».

Art. 3. L'article 11, 3^e, du même arrêté royal du 28 février 1977 est complété par la disposition suivante :

« La preuve de la réussite de l'examen de chasse complet, conformément à la législation aux Pays-Bas ou au Grand-Duché de Luxembourg, est équivalente au certificat susmentionné ».

Art. 4. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mars 1985.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEËNS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire,
de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,

P. AKKERMANS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 848

7 NOVEMBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, notamment les articles 2 à 6

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 21 mars 1961 déterminant les modalités de la lutte médico-sociale contre la tuberculose, octroyant des subventions en faveur de cette lutte et fixant les conditions de cet octroi, modifié par les arrêtés royaux du 10 mai 1962, du 1er juillet 1963, du 8 septembre 1966, du 22 juin 1970, du 20 novembre 1972, du 21 novembre 1974, du 8 avril 1975, du 11 mai 1981 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1984 confiant à l'A.S.B.L. « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé » la mission de gestion administrative et financière des structures de la lutte contre la tuberculose, ainsi que les missions de lutte contre les affections respiratoires non tuberculeuses et de coordination des activités d'éducation à la santé et modifiant l'arrêté royal du 21 mars 1961;

Considérant que pour permettre à cet organisme communautaire d'assurer efficacement ses missions, il y a lieu de lui adjoindre des commissions sectorielles structurées à cet effet;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980;

Considérant qu'il s'impose à bref délai de mettre en place des commissions sectorielles susceptibles de coordonner les activités d'éducation à la santé;

Considérant que l'urgence est ainsi motivée;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 7 novembre 1984,

Arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 21 mars 1961, tel que modifié ultérieurement les termes « Ministre qui a dans ses attributions la lutte antituberculeuse de la Communauté française », « Ministre de la Santé publique et de la Famille » et « Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions » sont remplacés, en ce qui concerne la Communauté française, par les termes « Ministre de la Communauté française qui a la Santé dans ses attributions ».

Les termes « Administration de la médecine sociale » sont remplacés, en ce qui concerne la Communauté française, par les termes « Services de l'Exécutif de la Communauté française ».

Art. 2. Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté royal du 21 mars 1961, tel que modifié ultérieurement, est remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par le texte suivant :

« Art. 2. La Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé « F.A.R.E.S. » dispose, pour l'exécution de ses activités locales, de dix commissions sectorielles de coordination dont une située dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le siège et la compétence territoriale de chaque commission sont fixés par le Ministre de la Communauté française qui a la santé dans ses attributions en fonction des besoins et sur proposition de la « F.A.R.E.S. ».

Art. 3. L'article 3 de l'arrêté royal précité du 21 mars 1961 tel que modifié ultérieurement est remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par le texte suivant :

« Art. 3. § 1er. Chaque commission de coordination dispose de deux sections :

1^o La première section organise la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires à caractère social :

Elle a pour mission :

- a) de surveiller efficacement les maladies susdites dans la région qui lui est confiée;
- b) de rassembler l'information nécessaire sur la situation épidémiologique de ces maladies dans sa circonscription;
- c) d'établir annuellement, à l'usage des équipes socio-prophylactiques et des services itinérants de dépistage, un programme concret d'activités en fonction des besoins de la région concernée, conformément à la politique proposée par la F.A.R.E.S. en matière de lutte et de prévention de la tuberculose et des maladies respiratoires à caractère social;
- d) de s'assurer que les cas de tuberculose bénéficient des meilleurs soins et que toutes les mesures prophylactiques, sociales, de guidance et d'information ont été prises au profit de l'entourage du cas;
- e) d'introduire annuellement un rapport sur les activités de l'année écoulée auprès du conseil d'administration de la F.A.R.E.S.;

f) de collaborer à une évaluation de l'efficacité des activités de lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires à caractère social;

g) de rassembler dans le plus bref délai toute autre information dont le conseil d'administration de la F.A.R.E.S. ou le Ministre de la Santé de la Communauté française desire disposer;

h) de transmettre, si nécessaire, à la population et aux médecins de la région concernée toute information estimée utile à la lutte et à la prévention de la tuberculose et des maladies respiratoires à caractère social.

2° La seconde section a pour mission de coordonner les activités d'éducation pour la santé :

A cet effet, elle veillera :

a) à rassembler une information la plus complète possible dans sa circonscription sur les activités éducatives pour la santé;

b) à mettre en présence les représentants des associations localement actives sur le terrain en matière d'éducation pour la santé et à favoriser la complémentarité et la cohérence de leurs actions. Organisés en « tables rondes » ceux-ci se répartiront les populations-cibles, définiront les thèmes élaborés, harmoniseront les messages transmis et les étaleront dans le temps; une information réciproque sera ainsi assurée;

c) à mettre en présence les représentants des associations thématiques à vocation communautaire ainsi que les services d'éducation pour la santé encouragés par la Communauté française avec les représentants des associations locales;

d) à dégager périodiquement les objectifs sectoriels des actions éducatives pour la santé en fonction des objectifs généraux définis par le Ministre de la Santé de la Communauté française sur proposition et avis du Conseil communautaire consultatif de Médecine préventive;

e) à transmettre à la Fondation contre les Affections respiratoires et pour l'Éducation à la Santé l'information que celle-ci estime utile pour lui permettre de mener à bien sa mission et à faire procéder éventuellement à une évaluation et à un suivi des actions menées par les moyens les plus adéquats;

f) à titre supplétif, à faire appel en faveur de l'éducation pour la santé aux équipes socio-prophylactiques susceptibles d'agir en collaboration étroite avec les organisations en place.

§ 2. Dans l'intérêt du bon fonctionnement des deux sections des commissions sectorielles de coordination, les tâches des membres, les modalités de leur exécution ainsi que la fréquence des réunions, sont fixées dans un règlement d'ordre intérieur établi par chaque section et approuvé par la F.A.R.E.S. ».

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté royal précité du 21 mars 1961 tel que modifié ultérieurement est remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par le texte suivant :

« Art. 4. § 1er. Chaque commission de coordination est présidée par un médecin proposé par la F.A.R.E.S. dont il est d'office le délégué et à qui est confiée la direction effective de la Commission.

Elle dispose des services d'un médecin chargé du secrétariat et lié à la F.A.R.E.S. par un contrat d'emploi. »

§ 2. La section chargée de la lutte contre la tuberculose et les affections respiratoires à caractère social est composée, outre du président et du secrétaire de la commission, de membres médecins choisis, soit en leur qualité de fonctionnaires des services ministériels concernés, soit parce qu'ils sont proposés par des organismes ou associations qui participent à la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires à caractère social.

Ces membres sont :

1° un médecin fonctionnaire de l'Inspection générale de la médecine préventive. Il est d'office le délégué de la Direction générale de la Santé de la Communauté française;

2° le médecin fonctionnaire circonscriptionnaire de l'Inspection médicale scolaire;

3° un médecin fonctionnaire attaché à l'administration de l'hygiène et de la médecine du travail et proposé par le Ministère de l'Emploi et du Travail;

4° un médecin désigné par chacun des pouvoirs organisateurs des équipes socio-prophylactiques ou services itinérants de dépistage, actif dans la circonscription;

5° un médecin proposé par chacun des organismes assureurs agréés par la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

6° un médecin proposé par chacun des pouvoirs organisateurs qui gèrent, dans la circonscription de la commission, un centre de santé où s'exerce une activité de dépistage et de prophylaxie de la tuberculose;

7° un médecin proposé par chacune des associations professionnelles d'omnipraticiens représentées dans la circonscription;

8° un médecin proposé par chacune des associations professionnelles des médecins spécialistes concernés par le problème de la tuberculose et des maladies respiratoires à caractère social dans la circonscription;

9° un médecin proposé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Sauf le président, un même membre peut cumuler plusieurs des représentations énumérées au présent paragraphe.

Le président, le secrétaire et les membres visés sub 1° et 2° forment le bureau de la section chargée de la lutte contre la tuberculose et les affections respiratoires à caractère social de la commission de coordination.

§ 3. La section chargée de coordonner les activités d'éducation pour la santé comporte outre le président et le secrétaire de la commission, les médecins visés à l'article 4, § 2, 1°, 2°, 3° et 7° du présent arrêté, ainsi que des représentants locaux compétents en éducation pour la santé, proposés à la F.A.R.E.S. par le bureau ou par les associations actives dans la circonscription de la commission sectorielle.

Le nombre de ces derniers sera au minimum de 7 par commission mais n'exèdera pas 14 personnes.

Sauf le président, un même membre peut cumuler plusieurs des représentations énumérées au présent paragraphe.

Le président, le secrétaire, les membres visés sub 1° et 2° de l'article 4, § 2, du présent arrêté et 2 autres membres forment le bureau de la section chargée de coordonner les activités d'éducation pour la santé de la commission de coordination. »

Art. 5. L'article 5 de l'arrêté royal précité du 21 mars 1961 tel que modifié ultérieurement est remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par le texte suivant :

« Art. 5. A l'exception des membres visés à l'article 4, § 2, 1°, 2° et 3° qui sont membres d'office de la commission avec l'accord de l'autorité qui les propose, le président, le secrétaire et les membres des deux sections sont nommés, sur proposition de la F.A.R.E.S., par le Ministre de la Communauté française ayant la santé dans ses attributions.

La durée du mandat est de cinq ans, éventuellement renouvelable.

En cas de vacance, le successeur désigné achève le mandat de son prédécesseur.

Pour être valablement constituée, la commission doit réunir la présence du président, du secrétaire et des membres visés à l'article 4, § 2, 1°, 2° et du 9° du présent arrêté.

Chaque commission a la faculté de s'assurer la collaboration, à titre consultatif, de personnes compétentes capables d'augmenter l'efficacité de son action. »

Art. 6. Le 4° de l'article 6 de l'arrêté royal précité du 21 mars 1961 tel que modifié ultérieurement est remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par le texte suivant :

« Art. 6. 4° Les secrétariats des Commissions sectorielles de coordination peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de personnel et autres. A cet effet, la F.A.R.E.S. reçoit une subvention annuelle de 11 200 000 francs. Ce montant peut être adapté selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1984.

Bruxelles, le 7 novembre 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,
Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 848

7 NOVEMBER 1984. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding, tot toekenning van subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend, inzonderheid de artikelen 2 tot 6

—
Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 21 maart 1961 tot bepaling van de voorwaarden inzake de sociaal-medische tuberculosebestrijding tot toekenning van subsidies ten bate van de bestrijding en tot vaststelling van de regelen waarnaar zij dienen toegekend, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 mei 1962, van 1 juli 1963, van 8 september 1966, van 22 juni 1970, van 20 november 1974, van 8 april 1985, van 11 mei 1981 en door het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 1 maart 1984;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 1 maart 1984 waarbij de V.Z.W. « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé » belast wordt met de opdracht van administratief en financieel beheer van de structuren voor de bestrijding van de tuberculose alsmede met de opdrachten van bestrijding van niet tuberculeuze ademhalingsaandoeningen en van coördinatie van de activiteiten inzake opvoeding en tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 maart 1961;

Overwegende dat om het deze gemeenschapsinstelling mogelijk te maken op een efficiënte wijze haar opdrachten waar te nemen, het geboden is haar met het oog hierop gestructureerd sectoriële commissies toe te voegen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het noodzakelijk is zo spoedig mogelijk sectoriële commissies aan te stellen die geschikt zij om de activiteiten te coördineren inzake sanitaire opvoeding;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid aldus gemotiveerd is;

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid en van Onderwijs van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 7 november 1984;

Besluiten ;

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals het later gewijzigd is, worden de uitdrukkingen « Minister tot wiens bevoegdheid de tuberculosebestrijding van de Franse Gemeenschap behoort », « Minister van Volksgezondheid en van het Gezin » en « Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort » vervangen, voor de Franse Gemeenschap, door de uitdrukking « Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort ».

De uitdrukking « Bestuur van de Sociale Geneeskunde » wordt vervangen, voor de Franse Gemeenschap, door de uitdrukking « Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve ».

Art. 2. Het eerste lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals het later is gewijzigd, wordt vervangen, voor Franse Gemeenschap, door de volgende tekst :

« Art. 2. De « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'éducation à la santé (F.A.R.E.S.) » beschikt, voor de uitvoering van zijn lokale activiteiten over tien sectoriële coördinatiecommissies, waarvan er een in het arrondissement van Brussel-Hoofdstad is gevestigd. De zetel en de territoriale bevoegdheid van elke commissie worden vastgesteld door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, naargelang van de behoeften en op de voordracht van de « F.A.R.E.S. ».

Art. 3. Het artikel 3 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals het later is gewijzigd, wordt vervangen, voor de Franse Gemeenschap door de volgende tekst :

« Art. 3. § 1. Elke coördinatiecommissie beschikt over twee afdelingen :

1^o de eerste afdeling organiseert de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard. Zij heeft als opdracht :

- a) op een efficiënte wijze over de bovenvermelde ziektes te maken in het haar toevertrouwde gebied;
- b) de nodige inlichtingen in te winnen over de epidemiologische toestand van deze ziektes in haar ambtsgebied;
- c) jaarlijks ten behoeve van de sociaal-profylactische ploegen en van de reizende diensten voor opsporing een concreet programma van activiteiten op te maken volgens de behoeften van het betrokken gebied, overeenkomstig het door de « F.A.R.E.S. », voorgestelde beleid inzake de bestrijding en de preventie van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard;
- d) zich ervan te vergewissen of de gevallen van tuberculose van de beste verzorging genieten en dat alle profylactische, sociale, oriëntatie- en voorlichtingsmaatregelen werden getroffen ten voordele van de omgeving van het geval;
- e) jaarlijks een verslag in te dienen betreffende de activiteiten van het afgelopen jaar bij de raad van bestuur van de « F.A.R.E.S. »;
- f) mede te werken tot de evaluatie van de efficiëntie der activiteiten van bestrijding tegen de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard;
- g) binnen de korst mogelijke termijn elke andere inlichting in te winnen waarover de raad van bestuur van de « F.A.R.E.S. » of de Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap wenst te beschikken;
- h) zo nodig, aan de bevolking en aan de geneesheren van het betrokken gebied elke inlichting mede te delen die nuttig blijkt voor de bestrijding en de preventie van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard.

2° de tweede afdeling heeft als opdracht de activiteiten te coördineren inzake sanitaire opvoeding :

Te dien einden zal zij ervoor zorgen :

- a) zo volledig mogelijke inlichtingen in te winnen in haar ambtsgebied betreffende de activiteiten inzake sanitaire opvoeding.
- b) de vertegenwoordigers van de op lokale vlak actieve verenigingen inzake sanitaire opvoeding elkaar te doen ontmoeten en de complementariteit of coherentie van hun acties te begunstigen. In « ronde tafels » georganiseerd, zullen dezen de doelbevolkingen onder elkaar verdelen, de uitgewerkte thema's bepalen, de medegedeelde boodschappen harmoniseren en ze de tijd verspreiden; aldus zal een wederkerige informatie worden bezorgd;
- c) de vertegenwoordigers van de thematische verenigingen met communautaire bestemming elkaar te doen ontmoeten evenals de diensten inzake sanitaire opvoeding die door de Franse Gemeenschap aangemoedigd worden, met de vertegenwoordigers van de plaatselijke verenigingen;
- d) periodiek de sectoriële doeleinden bepalen van de educatieve acties voor de gezondheid op grond van de algemene doeleinden bepaald door de Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap, op de voordracht en het advies van de gemeenschapsraad van advies voor de preventiegeneseskunde;
- e) de inlichting over te zenden aan de « Fondation contre les affections respiratoires et pour l'Education à la Santé » die deze nuttig acht voor de vervulling van haar opdracht en eventueel over te gaan tot een evaluatie en tot het voortdurend bezicht houden op de acties gevoerd met de meest adequate middelen;
- f) bij wijze bijstand, ten gunste van de sanitaire opvoeding en beroep te doen op de sociaal-profylactische ploegen die er in staat toe zouden zijn nauw samen te werken met de bestaande organisaties.

§ 2. Om te voorzien in de goede werking van de twee afdelingen van de sectoriële coördinatiecommissies, worden de taken van de leden, de wijze waarop ze moeten uitgevoerd worden alsook de frequentie van de vergaderingen, vastgesteld in een huishoudelijk reglement dat opgesteld wordt in elke afdeling en goedgekeurd door de « F.A.R.E.S. ».

Art. 4. Het artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals later gewijzigd, wordt vervangen, voor de Franse Gemeenschap, door de volgende tekst :

Art. 4. § 1. Elke coördinatiecommissie wordt voorgezeten door een geneesheer voorgedragen door de « F.A.R.E.S. », waarvan hij ambtshalve de afgevaardigde is, en aan wie het werkelijke van de Commissie is toevertrouwd.

Zij beschikt over de diensten van een geneesheer belast met het secretariaat en met de « F.A.R.E.S. », door een bediendencontract. »

§ 2. De afdeling met de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard is samengesteld uit, behalve de voorzitter en de sekretaris van de commissie, leden-geneesheren die gekozen worden, hetzij in hun hoedanigheid van ambtenaren van de betrokken ministeriële diensten, hetzij omdat zij werden gedragen door instellingen of verenigingen die deelnemen aan de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard.

Deze leden zijn :

- 1° een geneesheer-ambtenaar van de Algemene Inspectie van de preventieve geneseskunde. Hij is ambtshalve de afgevaardigde van de Algemene Directie van gezondheid van de Franse Gemeenschap;
- 2° de geneesheer-ambtenaar van het ambtsgebied van het Medisch Schooltoezicht;
- 3° een geneesheer-ambtenaar, verbonden aan het Bestuur van de Arbeidshygiëne en geneseskunde en voorgedragen door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;
- 4° een geneesheer, aangewezen door elke inrichtende macht de sociaal-profylactische ploegen of rondreizende diensten voor opsporing, die in het ambtsgebied werkzaam zijn;
- 5° een geneesheer, voorgedragen door elke verzekeringsinstelling erkend door de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van en regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 6° een geneesheer voorgedragen door elke inrichtende macht die, binnen het ambtsgebied van de commissie, een gezondheidscentrum beheert waar aan opsporing en profylaxe inzake tuberculose gedaan wordt;
- 7° een geneesheer, voorgedragen door elke beroepsvereniging van huisartsen die in het ambtsgebied is vertegenwoordigd;
- 8° een geneesheer, voorgedragen door elke beroepsvereniging van specialisten die betrokken zijn bij het probleem van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard, die in het ambtsgebied is vertegenwoordigd;
- 9° een geneesheer, voorgedragen door de Dienst voor geboorte en kinderen. Met uitzondering van de voorzitter, mag eenzelfde lid meer dan een van de in deze paragraaf opgesomde vertegenwoordigingen annuleren.

De voorzitter, de sekretaris en de sub 1° en 2° bedoelde leden vormen het bureau van de afdeling van de coördinatiecommissie, belast met de bestrijding van de tuberculose en de ademhalingsaandoeningen van sociale aard.

§ 3. De afdeling belast met het coördineren van de activiteiten inzake sanitaire opvoeding, bestaat, behalve uit de voorzitter en de sekretaris van de commissie uit de geneesheren bedoeld bij artikel 4, § 2, 1°, 2°, 3° en 7° van dit besluit als ook uit lokale vertegenwoordigers die bevoegd zijn voor sanitaire opvoeding, voorgedragen aan de « F.A.R.E.S. » door het bureau of door de verenigingen die werkzaam zijn in het ambtsgebied van de sectoriële commissie.

Het aantal van deze zal een minimum van 7 per commissie omvatten, maar zal het getal van 14 personen niet overschrijden.

Met uitzondering van de voorzitter, mag eenzelfde lid meer dan één van de in deze paragraaf opgesomde vertegenwoordigingen cumuleren.

De voorzitter, de sekretaris, de leden bedoeld sub 1° en 2° van artikel 4, § 2, van dit besluit en 2 andere leden vormen het bureau van de afdeling belast met het coördineren van de activiteiten inzake sanitaire opvoeding van de coördinatiecommissie. »

Art. 5. Het artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals later gewijzigd, wordt vervangen, voor de Franse Gemeenschap, door de volgende tekst :

Art. 5. Met uitzondering van de leden bedoeld bij artikel 4, § 2, 1°, 2° en 3°, die ambtshalve leden zijn van de commissie met het akkoord van de overheid die ze voordraagt worden de voorzitter, de sekretaris en de leden van beide afdelingen benoemd, op de voordracht van de « F.A.R.E.S. », door de Minister van Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort.

De duur van het mandaat is vijf jaar, eventueel vernieuwbaar.

In geval van vacature, volbrengt de aangewezen opvolger het mandaat van zijn voorganger.

De commissie is geldig samengesteld, als ze bestaat uit de voorzitter, de sekretaris en de leden bedoeld bij artikel 4, § 2, 1°, 2°, 9° van besluit, samen.

Elke commissie heeft de mogelijkheid zich de medewerking te verzekeren van bijzonder bekwame personen wier advies het werk van de commissie doeltreffender kan maken. »

Art. 6. De 4° van artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit van 21 maart 1961, zoals later gewijzigd, wordt vervangen, voor de Franse Gemeenschap, door de volgende tekst :

« Art. 6. 4°. De secretariaten van de sectoriële coördinatiecommissies mogen aanspraak maken op de terugbetaling van hun personeelskosten en andere. Te dien einde ontvangt de « F.A.R.E.S. » een jaarlijkse subsidie van 11 200 000 frank. Dit bedrag mag worden aangepast op grond de reglementaire en wettelijke bepalingen inzake koppeling van de prestaties aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1984.

Brussel, 7 november 1984.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Nomination

Par arrêté royal du 6 mars 1985, M. Van De Vel, L., directeur d'administration à l'Administration de la Marine et de la navigation intérieure est nommé membre suppléant du Collège du Comité supérieur de contrôle.

Administration logistique. — Promotion

Par arrêté royal du 15 avril 1985, qui produit ses effets le 1er mars 1985, M. van Overbeke, J., inspecteur général à l'Administration de la chancellerie, est promu, par avancement de grade, directeur général de l'Administration logistique (cadre linguistique français).

Administration du Comité supérieur de contrôle Nomination

Par arrêté royal du 15 avril 1985, qui produit ses effets le 1er avril 1985, M. Duquesne, N., inspecteur général à l'Administration du Comité supérieur de contrôle, est nommé, par changement de grade, directeur d'administration du même service (cadre linguistique français).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 2 mai 1985, M. Buren, R., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Neufchâteau, est nommé à titre définitif en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal à la date du 7 juin 1984.

Justice militaire

Par arrêté royal du 30 avril 1985, est nommé greffier au Conseil de guerre permanent de Gand, M. Mesuere, G., commis-greffier principal à la justice de paix du canton d'Izegem.

Par arrêté ministériel du 8 mai 1985, Mlle Moreau, M., rédacteur principal au greffe du Conseil de guerre permanent de Bruxelles, est déléguée temporairement aux fonctions de commis-greffier à la Cour militaire.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 maart 1985, wordt de heer Van De Vel, L., bestuursdirecteur bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart, benoemd tot plaatsvervangend lid van het College van het Hoog Comité van Toezicht.

Logistiek bestuur. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 15 april 1985, dat uitwerking heeft met ingang van 1 maart 1985, wordt de heer van Overbeke, J., inspecteur-generaal bij het Bestuur van de kanselarij, benoemd, door verhoging in graad, tot directeur-generaal van het Logistiek bestuur (Frans taalkader).

Bestuur van het Hoog comité van toezicht Benoeming

Bij koninklijk besluit van 15 april 1985, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 1985, wordt de heer Duquesne, N., inspecteur-generaal bij het bestuur van het Hoog comité van toezicht, benoemd, door verandering van graad, tot bestuursdirecteur van dezelfde dienst (Frans taalkader).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 2 mei 1985 is de heer Buren, R., substitut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Neufchâteau, voor vast benoemd tot eerste substitut-procureur des Konings bij deze rechtbank op datum van 7 juni 1984.

Militair Gerecht

Bij koninklijk besluit van 30 april 1985 is benoemd tot griffier bij de Bestendige Krijgsraad te Gent, de heer Mesuere, G., eerstaanwezende klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Izegem.

Bij ministerieel besluit van 8 mei 1985 is aan Mej. Moreau, M., eerstaanwezende opsteller bij de griffie van de Bestendige Krijgsraad te Brussel, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het Militair Gerechtshof te vervullen.